

INSCRIPTIONS

S'adresser au bureau du journal de 10 heures du matin à 10 heures du soir.

Toute la correspondance devra être dirigée au Directeur.

Les manuscrits ne sont pas rendus.

UNION FRANÇAISE

JOURNAL DU MATIN

DIRECTEUR: J. G. BORON DUBARD

RÉDACTION ET ADMINISTRATION: ANDRES, 210

ADMINISTRATEUR GÉRANT: A. D'ARNAUD

CONSULATS ET CHAMBRES DE COMMERCE

LA QUESTION DES ATTACHÉS COMMERCIAUX

Un certain nombre d'hommes politiques justement inquiets de l'état d'insécurité dans lequel se trouve notre commerce d'exportation vis-à-vis des autres pays, ont imaginé, il y a quelques temps, de soumettre aux pouvoirs publics un projet de réorganisation de nos consulats.

La question, à vrai dire, ne date pas d'hier. Dès 1883, elle avait fait l'objet des travaux d'une grande commission; et depuis, malgré les nombreuses réformes opérées dans le service consulaire soit par M. Hanotaux, soit par certains de ses prédecesseurs, elle est toujours restée la préoccupation dominante des différents députés qui ont été désignés comme rapporteurs du budget des affaires étrangères.

Rien de plus naturel dès lors que d'autres, à leur tour, aient tenu à aborder le problème et se soient essayés à le résoudre.

Malheureusement, la solution qu'on nous propose ne saurait guère de nature à rendre à notre industrie son ancienne prospérité.

Il s'agit tout simplement, en effet, de doter nos consulats d'une nouvelle catégorie de fonctionnaires qu'on dénommerait «attachés commerciaux» et qui auraient pour mission, comme leur titre l'indique, de veiller aux intérêts de nos négociants.

Or, nous ne voyons pas très bien ce que pourraient faire ces nouveaux représentants du pouvoir central qui ne soit pas déjà dans les attributions des consuls.

Nous ne sommes plus au temps où les consuls avaient simplement, suivant les propres termes de l'instruction de 1814, à «défendre leurs nationaux auprès des autorités étrangères, réclamer en leur faveur les droits et avantages, stipulés par les traités et écartier tous les obstacles qui peuvent nuire au commerce». Ce sont aujourd'hui de véritables agents commerciaux, tenus de faire connaître au gouvernement «tous les actes rendus dans le pays de leur résidence en matière fiscale et douanière, obligés de fournir à l'industrie toutes les informations suscitées de faciliter ses transactions».

Une instruction du 28 octobre 1870, révisée et complétée depuis par plusieurs circulaires de M. Hanotaux, spécifie même qu'ils ont pour devoir d'envoyer à leur département des «mémoires annuels» sur la situation commerciale, industrielle, agricole et maritime du pays où ils résident, des rapports spéciaux accompagnés d'échantillons sur les différentes branches du commerce et de l'industrie, des notes périodiques de quinzaine sur la situation du marché des principales marchandises, et enfin de répondre aux demandes de renseignements qui émanent des particuliers.

Que peut-on exiger de plus, et en quoi des attachés commerciaux seraient-ils mieux en mesure de remplir ce programme que le personnel consulaire?

Les chambres de commerce qui sont, on l'avouera, bien placées pour apprécier les avantages et les inconvénients de la réforme projetée, ont été unanimes à cet égard. Toutes, elles ont déclaré que ce serait inutilement grever les charges du budget et accroître sans profit pour personne les effectifs des représentants de l'administration.

Est-ce donc à dire qu'il n'y a rien à faire? Ce n'est ni leur avis ni le nôtre.

Mais si des lacunes subsistent encore dans l'organisation du service consulaire, nous ne croyons pas que ce soit par une augmentation du personnel qu'on y remédiera.

Le jour où l'on aura tout simplement décidé de ne choisir comme titulaires de nos consulats que des jeunes gens ayant la pratique des affaires et où l'on aura compris que des changements trop fréquents ont fatidiquement pour résultat de mettre nos agents dans l'impossibilité d'acquérir les multiples connaissances dont ils ont besoin, on aura certainement réalisée une réforme plus utile, plus profitable à notre commerce que toutes celles qu'on projette à l'heure actuelle.

Tous ceux qui ont étudié de près la question, seront d'accord avec nous sur ce point. Ils le seront également quand nous ferons remarquer qu'il vaudrait mieux employer les crédits pour assurer aux attachés commerciaux, à favoriser l'extension des chambres de commerce françaises de l'étranger.

Ces utiles et intéressantes compagnies ne sont, en effet, ni très nombreuses ni très prospères. Elles se sont, toutes, fondées depuis moins de douze ans, et, plusieurs, notamment celle de Lima, ont du déjà se dissoudre, faute de ressources.

Il n'y a aucune analogie à établir entre elles et les chambres de commerce qui existent en France dans les principaux centres industriels. Ce sont, en quelque sorte, des syndicats indépendants, s'administrant eux-mêmes, librement, sans autre but que de servir les intérêts français en échangeant avec le gouvernement et les établissements commerciaux des avis et des renseignements en vue de créer de nouveaux débouchés à notre commerce.

Elles formulent des vœux, donnent des statistiques, organisent des envois d'échantillons, servent de tribunaux d'arbitrage et de conciliation dans les différends entre résidents français, font en un mot tout ce qu'auraient à faire les attachés commerciaux.

Les services qu'elles rendent sont si appréciés qu'elles leur demandent de se tenir constamment en rapport avec nos agents consulaires et que plus d'une fois ce sont elles qui ont dû fournir à nos représentants officiels les éléments de leurs enquêtes.

Plusieurs publient des bulletins spéciaux qui sont de véritables revues d'économie politique où toutes les questions concernant l'industrie sont traitées avec une rare compétence. Toutes enfin font insérer dans le *Moniteur officiel du commerce des études et des avis* qui fournit à nos négociants des précieuses indications.

Malheureusement, leurs moyens d'action sont extrêmement limités. Le ministère du commerce inscrit sur son budget un crédit de 65 à 80,000 francs, qui lui est destiné, et qui constitue en dehors des cotisations de leurs membres, les seules ressources dont elles disposent.

Ceci suffit à expliquer que plusieurs d'elles aient renoncé à publier des bulletins, estarien exclusives de la exonération consignée dans l'inciso 6.º del art. 1.º

Art. 4.º Los faros explotados por los particulares, los saladeros y demás establecimientos fabriles también pagarán la Contribución Inmobiliaria sobre el valor de las construcciones, aunque estén situados fuera del Departamento de Montevideo.

Art. 5.º Respecto de las propiedades rurales, la Contribución Inmobiliaria sólo gravará el valor de la tierra con presidencia de todo género de construcciones, plantaciones y producción agrícola.

gnies et, certainement, avant un an, leur nombre se sera accru dans de fortes proportions.

A tous égards, ce serait là une solution plus avantageuse pour notre commerce d'exportation que celle qui nous est proposée.

ANDRÉ HONNORAT.
(Le Rappel.)

LEY DE CONTRIBUCIÓN INMOBILIARIA

EJERCICIO DE 1895-1899

PODER LEGISLATIVO.

EL SENADO Y CÁMARA DE REPRESENTANTES DE LA REPÚBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY REUNIDOS EN ASAMBLEA GENERAL,

DECRETAN:

Artículo 1.º En el año económico de 1895-96 regirá para la propiedad urbana y suburbana la misma evaluación del año anterior, salvo los casos especiales que en seguida se expresarán.

Las propiedades situadas en el Departamento de Montevideo podrán ser materia de nueva evaluación, toda vez que el propietario, previa consignación del importe del impuesto, lo solicite a la Dirección de Impuestos Directos, cuya oficina dará cuenta en cada caso al Ministerio del ramo de los rebajas de aforo pretendidas, con las observaciones que juzgue convenientes.

Artículo 2.º En el año económico de 1895-96 las propiedades urbanas, suburbanas y rurales pagarán como Contribución Inmobiliaria una cuota uniforme de seis y medio por mil, quedando únicamente exceptuadas del impuesto:

1.º Las propiedades nacionales y departamentales.

2.º Los edificios destinados al culto.

3.º Los puentes.

4.º Las minas, en cuanto al subsuelo y materiales de explotación.

5.º Los edificios en construcción, cuandolas obras de estos edificios no estén piralizadas desde seis meses de la fecha en que deba pagarse la contribución correspondiente al terreno.

6.º Las propiedades cuyo valor en conjunto no excede de cien pesos y todas aquellas que por leyes y concesiones especiales estén exentas de este impuesto.

Art. 2.º Respecto de las propiedades urbanas y suburbanas, la Contribución Inmobiliaria recaerá sobre el valor de la tierra y de las construcciones de todo género que en ella existan.

Entiéndase por propiedades suburbanas todas las que se encuentren situadas dentro de los ejidos de las ciudades, villas y pueblos de la República, así como todas las propiedades rurales que se encuentren situadas dentro de los ejidos de las ciudades, villas y pueblos de la República, así como todas las propiedades rurales de este impuesto.

Art. 3.º Los aforos de las propiedades rurales, sea cual fuera su ubicación y destino, se regirán por la siguiente tarifa:

1.º Once pesos la hectárea desde la Barra de Santa Lucía hasta la Barra de Yacuy, en una zona formada por el Río de la Plata y Río Uruguay, con doce kilómetros y medio de fondo.

2.º Departamento de Canelones:

a) Treinta y cinco pesos la hectárea entre Piedras y Colonia.

b) Veinticuatro pesos la hectárea entre Colorado y Canelón Grande, entre Canelón Grande y Punta de Toledo, y entre Pando y Toledo.

c) Dieciocho pesos la hectárea entre Pando y Solís Chico, y entre Tala y Canelón Grande, hasta su barra con el río de Santa Lucía.

d) Trece pesos la hectárea en el resto del Departamento.

3.º Nueve pesos la hectárea en los Departamentos de San José, Flores, Florida, Colonia y Soriano.

4.º Ocho pesos la hectárea en los Departamentos de Durazno, Paysandú y Río Negro.

5.º Siete pesos la hectárea en los Departamentos del Salto y Artigas.

6.º Sis pesos la hectárea en los Departamentos de Tacuarembó, Maldonado y Minas.

7.º Cinco pesos la hectárea en los

El Poder Ejecutivo, sin embargo, podrá exigir, con fines estadísticos, que los contribuyentes declaren esos bienes accesorios del suelo, y los productos anuales, así como la cantidad de ganado que tenga cada propietario o poseedor.

Podrá igualmente el Poder Ejecutivo establecer multas de veinte a cien pesos, según la gravedad del caso, aplicable a los contribuyentes que hagan declaraciones falsas en los datos estadísticos que les sean exigidos.

Art. 6.º En el año económico de 1895-96 regirá para la propiedad urbana y suburbana la misma evaluación del año anterior, salvo la acción de aquellos que quieran efectuarla de una vez sola, pero no pudiendo dejar para el segundo el pago del primero.

Art. 7.º En el año económico de 1895-96 regirá para la propiedad urbana y suburbana la misma evaluación del año anterior, salvo la acción de aquellos que quieran efectuarla de una vez sola, pero no pudiendo dejar para el segundo el pago del primero.

Art. 8.º El Poder Ejecutivo fijará los términos del pago.

Art. 9.º El propietario que no se conformase con la tarifa del artículo anterior, podrá manifestarlo así, previa consignación del impuesto que por ella corresponda, y se procederá entonces como dispone el artículo 6.

Art. 10.º El pago de la Contribución Inmobiliaria podrá hacerse en dos plazos, siendo libre la acción de aquellos que quieran efectuarla de una vez sola, pero no pudiendo dejar para el segundo el pago del primero.

Art. 11.º Los propietarios que no satisfagan su cuota legal de Contribución Inmobiliaria dentro de los plazos que determina el Poder Ejecutivo, sufrirán una multa de otra tanto de su cantidad adeudada, siendo además de su cargo las costas que se originen para hacer efectiva la cobranza.

Art. 12.º Los jueces competentes para entender en los juicios de Contribución Inmobiliaria serán siempre los Jueces de Paz, quienes procederán brevemente y sumariamente, intimando a las partes el nombramiento de árbitros si la cuestión versa sobre la aplicación del impuesto, y el nombramiento de peritos si la cuestión versa sobre la extensión o el valor de la propiedad.

Corresponde también a los Jueces de Paz la aplicación de las multas autorizadas por el artículo 5.

Art. 13.º Para el cobro extra-judicial o judicial de la Contribución Inmobiliaria no es indispensable la presencia del propietario.

En casos de ausencia, las gestiones o providencias relativas al cobro se entenderán: 1.º con los encargados, aunque accidentales, de los bienes y establecimientos, cualquiera que sea el carácter que invistan respecto al verdadero dueño; 2.º con los arrendatarios y ocupantes, y a falta de unos y otros se nombrará un defensor de oficio que represente al propietario ausente.

Art. 14.º Los propietarios o poseedores que por cualquier causa hayan dejado de declarar sus propiedades en todo o en parte, para el pago de la Contribución Inmobiliaria, y voluntariamente lo hagan en el presente año económico, quedarán relevados de multa y sujetos únicamente al pago del impuesto hasta por dos años de los que respectivamente adeuden a aquellos que no lo efectúasen voluntariamente se les aplicará la multa correspondiente.

Art. 15.º El P. E. fijará por leyes generales el destino de las multas que se apliquen en virtud de esta Ley.

Art. 16.º Ningún oficial o funcionario público podrá autorizar ningún acto que afecte el dominio de la propiedad sin que se acredite previamente, por la exhibición de la planilla respectiva, estar pagada la totalidad de la Contribución Inmobiliaria del año corriente, según bienes que estén creditados a cada título, siempre que esté vencido el primer de los plazos determinados por el P. E.

No estando lo, se hará constar esta circunstancia en la escritura y se exigirá la exhibición de la planilla del año anterior.

En todo caso de trasmisión de dominio, el escribano autorizante anotará el traspaso en la planilla respectiva, con indicación de área y precio, siempre que lo hubiere determinado.

Los oficiales o funcionarios públicos que contravengan las disposiciones de este artículo, incurrirán en una

DEPARTAMENTOS DE ROCHA, TREINTA Y TRES, CERRO LARGO Y RIVERA.

Art. 17.º

On

Le

Montevideo - Campana:

ABONNEMENTS

Un mois... 1.00 or 1.20 or

Trois... 3.00 or 3.50 or

Six... 5.50 or 6.50 or

Un an... 10.00 or 13.50 or

Número du jour... \$ 0.00

ancien... \$ 0.10

Les abonnements partent du 1er, et du

15 de chaque mois.

Les abonnements partent du 1er, et du

15 de chaque mois.

Clases de frances et d'espagnol, préparations spéciales pour le baccalauréat; leçons de piano, chant, violon, mandoline, broderie, couture, etc., etc.

On peut faire pensionnat, demi-pensionnat, et extérieur.

Prix modérés.

Maria Irigaray de Areosa;

Dirección.

multa equivalente al valor del impuesto que por la omisión se haya defraudado.

Art. 18. Sobre perjuicio de las medianas que adopta el P. E. al reglamentar esta Ley, para la fiscalización del Impuesto Inmobiliario y su debida percepción, se previene expresamente:

LA REPUBLICANA

GRAN MANUFACTURA A VAPOR
DE TABACOS, CIGARROS Y CIGARRILLOSDE
JULIO MAILHOSAvenida General Rondeau Núm. 354 a 358
Depósito General y Oficina: Calle 18 de Julio Núm. 47
MONTEVIDEO

ARMERIA DEL CAZADOR

CASA INTRODUCTORA

Armeria, Cuchilleria, Quincalleria y Platina
VENTAS POR MAYOR Y MENOR

JUAN M. MAILHOS

Calle 18 DE JULIO esquina Andes. — MONTEVIDEO

ZAPATERIA CIOCCHA

CASA PREMIADA CON

GRAN DIPLOMA DE HONOR | DOS GRANDES PREMIOS
Expo. Italo-Americana, Génova 1892 | Exposición de Chicago 1893

Variado surtido de calzado de todas clases

Ventas por mayor y menor.—Gran surtido de patines y accesorios para lo mismo.—Precios sumamente baratos y sin competencia.

Calle Sarandí Núm. 345—Teléfono "Uruguaya" 881

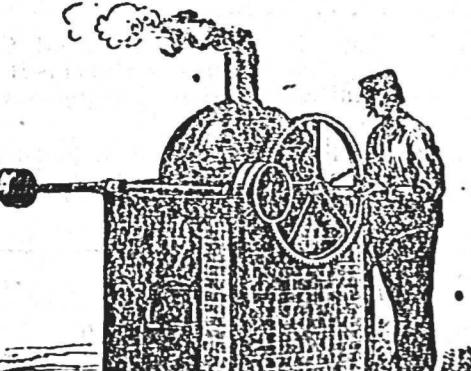
CAVE NATIONALE
PEREIRA ET COMPAGNIE

Maison spéciale en vins du pays. Unique représentant des vignobles les plus accrédiés de la République Orientale. Huile d'Olives de José Ordég, récompensé avec médailles d'or aux Expositions de Barcelone 1888, Paris 1889, Chicago 1893 et à Montevideo 1895, la Seule Médaille d'or.

101 -- Calle Cerro -- 101

DOS AMERICANOS

196-ARAPEY-194

ELABORACION
De Café a vapor
TORREFACCION DE CAFÉ
Por el aire concentrado
VENTAS
POR MAYOR Y MENOR
ESPECIALIDAD
En cafés finos
Para familias
ECONOMIA DE UN 25 %

196 -- CALLE ARAPEY -- 196

MONTEVIDEO

Teléfono Montevideo número 10.

CARNE LIQUIDA

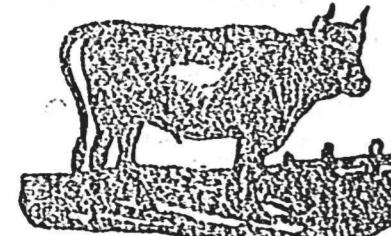
Medallas oro

BARCELONA

1888

PARIS

1893



Chicago

1893

MONTEVIDEO

1895

Extracto líquido Pepéjeno y peptonizado del doctor Valdez García y fabricado por Viñel y Valdez García.

175 -- URUGUAY -- 175

GUIA GENERAL DEL PLATA

Edition Trimestrielle

210-RUE ANDES-210

Téléphone Coopérative 183

Contient 42,000 adresses

Almanach, Lois, Itinéraires, Tarifs, et renseignements utiles en général relativement au Commerce et à l'Industrie

GRAND ETABLISSEMENT TYPOGRAPHIQUE

RUE ANDES, 210

COOPÉRATIVE, 183

COOPÉRATIVE,

TRAVAIL BIEN SOIGNÉ, ACTIVITE
ET PRIX MODÉRÉS

Cartes de visites de tous genres

Cartes commerciales

Lettres de faire part

Lettres de mariages

Livres à souche, Mémorandums,

Factures, Circulaires,

Papier à lettres,

Enveloppes, &

SPÉCIALITÉ EN TRAVAUX DE DIFFÉRENTES COULEURS

LA NACIONAL

Grande Teinturerie à vapeur

DE

LAFLÈCHE FRÈRES

MAISON CENTRALE

USINE

Rue 25 de Mayo núm. 193 | Avenida General Rondeau 300

Teintures, nettoyages, détachages, apprêts de tissus de soie, velours, crêpe de Chine, Ri-

deaux, tapis et tentures artistiques, guipures d'art, applications, tulle brodé, blanchisso-

de blancs et dentelles.

Tout ce qui concerne l'ameublement et le vêtement.

Téléphone Coopérative 673. | Service spécial en 24 heures. | Téléphone Uruguay

P. S. N. C. 1932

Pacific Steam Navigation Company
Línea quincenal de vapores entre Liverpool, Río de la Plata y el Pacífico

SALIDAS SUJETAS A MODIFICACIÓN

EL VAPOR PAQUETE INGLES

ORISSA

(De los helicé)

Capitan: ATTAMILTON

Salida el 4 de Setiembre de 1895

Para Rio Janeiro, Bahia, Pernambuco, Lisboa, La Pallice, (La Rochelle), Plymouth y Liverpool

Gran rebaja en la tarifa de pasajes

PASAJES A VIGO EN 3^{er} CLASE \$ 30 oro, LIBRE DE GASTOS DE CÚARENTENA

A bordo de todos los vapores se sirve vino del mes gratis a los pasajeros.

La Compañía expide pasajes para

Vigo,

Rivaddeo,

Carril,

Gijon,

Coruña,

Santander,

Ferrol,

Bilbao.

Todos los vapores llevan médico y mucamo, están iluminados a luz eléctrica y provistos de todas las mejoras modernas para la comodidad de los pasajeros.

WILSON, SONS C^A Limited

AGENTES

MONTEVIDEO

Calle 25 de Mayo 214

BUENOS AIRES Reconquista 365

Rio Janeiro, Santos, Bahia, Pernambuco y San Vicente C. V.

BANQUE FRANCAISE

L. B. Supervielle

232 - RUE 25 DE MAYO - 234
AGENCE A BUENOS AIRES: RUE PIEDAD 309 Y 311

La Banque émet des traites a terme, à vue et télégraphiques, sur toutes les places d'Europe.

Sur Buenos Aires, Rosario, Rio de Janeiro, et ports du Brésil.

Service spécial par la poste sur tous les points de France, Italie et Espagne. Vente et achat de billets de Banque Argentines, Brésiliens, Français, Anglais et de la Banque Nationale.

LA BANQUE: Emet des lettres de crédit, achète et vend tout le classé de fonds publics, titres, cédulas, etc., et les reçoit en dépôt pour l'enseignement des coupons et dividendes. fait des avances sur tous les fonds cotés à la Bourse.

Service Télégraphique spécial

FIL DIRECT ENTRE MONTEVIDEO ET BUENOS AIRES

Achat et vente d'or et de billets. Par fil télégraphique direct

Paiements et encaissements sur les deux places. Par fil télégraphique direct

Et toutes opérations de Banque. La Banque est ouverte les jours fériés de 9 h. a 14 h. molin.

NUEVA PINTURA

ESPECIAL PARA EL BLANQUEO

BADIGEON E. HATTON
PARIS

Este producto, libre de óxidos, es inmejorable para el blanqueo de las paredes y cielos por su composición.

Tambien se emplea sobre la madera como si fuera a una pintura cualquiera, pues polvo de cualquier color.

Por pedidos, muestras y mayores explicaciones, dirigirse a

BEDUCHAUD E HIJOS

CALLE CIUDADELA ESQUINA PARANA

AUX VITICULTEURS

Grefez vos vignes sur Ruprestis ou Riparias seul moyen efficace contre le Phylloxera. La ferme Giot à Colón possède 200000 de plantes mères et une grande quantité de ces

especes les plus pures et les plus résistantes au Phylloxera, et peut disposer d'un million

de plantes pour la saison prochaine.

On peut visiter les plantations, et se rendre compte des avantages que l'on trouvera en achetant ici des plantes saines et fraîches, sans risque d'en perdre aucune, d'une pureté

et à un meilleur prix que celles d'Europe.

A \$ 20 le mille pour les plantes en racine.

A \$ 12 idem pour les sarments.

Grand Hotel du Parc Giot

Propriété de Monsieur Giot

A VILLA COLON

TENU PAR M. LUIS BRAVE

On avise le public qu'à la gare Centrale, on délivre des billets de 1^{er} classe, aller-retour avec droit au déjeuner ou dîner pour \$ 1.20 chaque billet.

Les enfants de 3 à 10 ans paient demi-billet.

Le tramway de l'hôtel fait expressément le service des voyageurs gratis.

Téléphone Coopérative 183

Les Bureaux sont ouverts de 10 heures du matin à 10 heures du soir.

UNION FRANÇAISE

JOURNAL DU MATIN

Rédaction et Administration

210-RUE ANDES-210

Téléphone Coopérative 183

210-RUE ANDES-210

Téléphone Coopérative 183

Contient 42,000 adresses
Almanach, Lois, Itinéraires, Tarifs, et renseignements utiles en général relativement au Commerce et à l'Industrie

THE STANDARD LIFE

GRANDE COMPAGNIE BRITANNIQUE D'ASSURANCES

SUR LA VIE

UNE DES PLUS ANCIENNE, LIBÉRALE ET IMPORTANTE DU MONDE

UNIQUE DANS LA REPUBLIQUE ORIENTALE

Avec un Directoire local qui délivre des polices sans retard et aux taux d'Europe.

Avant de s'assurer, demander des informations à

B. LORENZO HILL-Gérante

161-Calle Ituzaingó-161

(PLAZA MATRIZ)

RUE ANDES, 210

COOPÉRATIVE, 183

COOPÉRATIVE,

TRAVAIL BIEN SOIGNÉ, ACTIVITE
ET PRIX MODÉRÉS

Cartes de visites de tous genres

Cartes commerciales

Lettres de faire part

Lettres de mariages

Livres à souche, Mémorandums,

Factures, Circulaires,

Papier à lettres,

Enveloppes, &

SPÉCIALITÉ EN TRAVAUX DE DIFFÉRENTES COULEURS